

François Baratin

Dans ce numéro consacré à l'énergie, nous marquons une pause. Les grands enjeux du XXI^e siècle ont déjà été évoqués par les Annales des Mines ; nous y reviendrons l'année prochaine. Aujourd'hui, nous jetons un regard en arrière pour analyser, avec des yeux d'historiens, la politique énergétique française du XX^e siècle.

Que le panorama a changé depuis vingt ans ! A son départ de la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) du ministère, Claude Mandil a comparé la politique énergétique actuelle de notre pays à un long chaland de péniches, dont l'inertie implique des évolutions fort lentes et suppose, de la part de son pilote, des anticipations d'au moins vingt ans : « 2010, c'était hier ; l'essentiel est déjà joué ; ce sont les grands équilibres de 2020 que nous devons assurer aujourd'hui ».

Bienheureux ces responsables actuels, marins d'eau douce sur un long fleuve tranquille. La quasi-totalité de nos besoins en électricité est couverte par des barrages et des centrales nucléaires sur notre sol. Les deux sociétés pétrolières françaises sont parmi les leaders mondiaux. Les marchés fonctionnent régulièrement et sans doute de façon durable. Rien ne justifie de perturber brutalement les mouvements de notre consommation qui évoluent au rythme des habitudes économiques de nos vieux pays. Les enjeux de notre politique énergétique sont certes considérables... mais pour les générations suivantes.

Sommes-nous assez conscients que cette situation privilégiée a été conquise de haute lutte ? Pendant la majeure partie de ce siècle, le manque d'énergie a constitué l'angoisse quotidienne de nos responsables, et la sécurité d'approvisionnement que nous connaissons actuellement était pour eux « comme un rêve de pierre ». En effet, comme le remarque Alain Kourchid, la France bénéficiait de ressources énergétiques suffisantes pour prétendre devenir une puissance industrielle mondiale, mais insuffisantes pour être réellement indépendante dans son développement économique ; elle restait trop vulnérable pour ne pas risquer l'asphyxie en périodes de crise. Marins de haute mer, nos responsables ont affronté de véritables tempêtes et même en périodes d'accalmie, la mer restait grosse. Par la juxtaposition des faits et malgré la froideur apparente du discours scientifique, ces articles traduisent le véritable combat mené jour après jour, avec ses morts et ses blessés par milliers, pour fournir à l'économie du pays le charbon, le gaz, le pétrole et l'électricité dont elle avait besoin. Nous verrons également les efforts systématiques de certains de nos « alliés » pour maintenir la France dans cette situation de dépendance relative. Certaines de ces pages laissent un goût amer. Et nous comprenons mieux le soulagement de nos responsables avec la mise en place du programme nucléaire et leur stupéfaction à l'idée que l'on puisse envisager de se priver d'un si bel outil de notre indépendance énergétique. Les difficultés passées montrent la fragilité relative de notre situation privilégiée actuelle qui a, certes, été conquise mais ne sera jamais acquise. Et si le problème change d'échelle et de référentiel avec la constitution de l'Union européenne, il ne changera pas de nature.